

Meilensteine und Stolpersteine: Die Jahre vor dem Frauenstimmrecht

Ausgangssituation

Für Männer gilt das Zensuswahlrecht:
Nur wer einen gewissen Mindestbetrag an Steuern bezahlt,
darf wählen oder sich für eine Wahl aufstellen lassen.
Frauen haben keinerlei politische Rechte.



Schülerinnen
Élèves
1907
© Photothèque Ville de Luxembourg
Collection Ste. Sophie

Die ersten Frauenvereine entstehen und setzen sich hauptsächlich für die Bildung und Berufstätigkeit von Mädchen und Frauen ein. Die Forderung nach dem Frauenwahlrecht stellen sie hingegen nicht.

Bis Ende des 1. Weltkrieges ist kaum Bewegung in Sachen Universalbeziehungsweise Frauenwahlrecht zu spüren. Erst gegen Kriegsende mobilisieren sich vor allem die sozialistischen Frauen.

Erster Weltkrieg Première Guerre Mondiale 1914—1918

Les voix des milieux ouvriers s'élèvent pour instaurer le droit de vote universel et elles prennent de l'ampleur.

Les sociaux-démocrates, femmes et hommes, déposent au Parlement une pétition pour le droit de vote des femmes.

Les premiers mouvements féminins se forment et s'engagent pour l'enseignement et l'emploi des femmes et des filles. Ils ne posent toutefois pas de revendications concernant un droit de vote.

Les revendications peinent à avancer. La Grande Guerre fait rage. Il faudra attendre la fin de la guerre pour voir à nouveau émerger des mobilisations, principalement de femmes socialistes.



A grands et à petits pas: La longue marche vers le droit de vote des femmes

Bref aperçu de la situation

Au début du 20e siècle, le système politique luxembourgeois est basé sur le suffrage censitaire. Ainsi seuls les hommes qui s'acquittent d'un certain impôt peuvent voter ou être élu. Les femmes sont en revanche complètement exclues du droit de vote.

1 Die Schmieide
12.05.1917:
- sozialistische Zeitung
- publication socialiste

Die Frauenrechtskämpferin Lily Becker während einer Kundgebung vor der Abgeordnetenkammer
L'activiste féministe Lily Becker lors d'une manifestation devant la Chambre des députés
1913
© Photothèque Ville de Luxembourg

Die Sozialistin Marguerite Hey-Fink hält in Luxemburg-Stadt die Ansprache zum 1. Mai und mahnt:

„Der Arbeiter soll das Verständnis der Frau für politische Fragen anregen und sie nicht zurückhalten bei ihren Emanzipationsbestrebungen. Sonst wird die Frau dem Manne als Konkurrenz entgegneten, billiger schaffen und den Lohn drücken und hernach wird das Elend größer sein als vorher.“

Obwohl schon früh ein Bewusstsein für den Zusammenhang zwischen Frauenrecht und allgemeinem gesellschaftlichen Nutzen besteht, sollen noch viele Jahrzehnte vergehen, bis Frauen in Luxemburg die gleichen Rechte zugestanden werden, wie Männern.

1917

La syndicaliste Marguerite Hey-Fink tient une allocution lors des manifestations du 1^{er} mai. Elle interpelle:

«Les travailleurs doivent soutenir l'intérêt des femmes pour la question politique et ne pas freiner leur émancipation. Sinon la femme entrera en concurrence avec l'homme, elle se verra travailler pour une rémunération moindre et subira des pressions salariales qui ne feront qu'accroître la misère. »¹

Même si très tôt une compréhension émerge sur le lien entre le droit de vote des femmes et les intérêts pour toute la communauté, une véritable égalité en droits entre les sexes va mettre encore de nombreuses décennies à s'établir.

1 Die Schmieide
12.05.1917:
- sozialistische Zeitung
- publication socialiste



Wäscherinnen an "Krigelbus" Lavoir du "Krigelbus" 1905
© Photothèque Ville de Luxembourg
Baty Fischer



Von Juni bis September kursiert eine Petition für das Frauenwahlrecht auf Initiative von Marguerite Mongenast-Servais, Marguerite Hey-Fink und Jeanne Meyer-Heucké. Es kommen einige hundert Unterschriften zusammen.

Das Wahlrecht steht erstmals auf der Tagesordnung des Parlaments. Zwar treten alle Parteien für die Abschaffung des Zensuswahlrechts ein, doch das Frauenwahlrecht wird nur von den sozialistischen und konservativen Abgeordneten unterstützt. Die Liberalen sträuben sich bis zum Schluss und wollen den Frauen zunächst nur das Gemeindefwahlrecht zugestehen.

1918

Une pétition pour le droit de vote des femmes initiée par Marguerite Mongenast-Servais, Marguerite Hey-Fink et Jeanne Meyer-Heucké réussit à rassembler quelques centaines de signatures.

1919

Le droit de vote figure à l'ordre du jour du parlement. Tous les partis entendent abolir le suffrage censitaire. Mais quant à l'accès des femmes au droit de vote universel, il n'est que soutenu par les députés socialistes et conservateurs. Les libéraux s'y refusent et préféreraient n'accorder aux femmes qu'un droit de vote pour les élections communales.

8 mai 1919

Le droit de vote actif et passif pour les femmes est adopté au Parlement. Et ce avec 39 voix favorables, 11 refus et une abstention.

Du droit de vote à un véritable partage démocratique: Une histoire sur plusieurs décennies

Les femmes ont à présent le droit de vote, mais sont loin de bénéficier d'une véritable égalité de droits civils. En cas de mariage, les femmes perdent leurs droits juridiques et sont à nouveau civilement mineures.



Familienfoto Portrait familiale Wasserbillig, 1925
© Photothèque Ville de Luxembourg

1919

Marguerite Thomas-Clement est élue parmi quatre candidates comme première députée luxembourgeoise.

1920—30

Peu à peu, les femmes revendiquent davantage la possibilité de faire carrière et d'obtenir un diplôme d'études supérieures. Les premières femmes médecin, avocates et professeures s'établissent.

1924

Catherine Schleimer-Kill crée l'association « Action féminine ». Aux élections communales de 1928, elle présente à Esch-sur-Alzette la première liste entièrement composée de femmes et est elle-même élue au conseil communal.

1927

L'association « Le Foyer de la Femme » voit le jour. De même que l'« Action féminine », dont les membres se battent pour faire valoir une égalité des droits civils pour les femmes mariées.

1931

Le député socialiste Jean-Pierre Mockel dépose une proposition de loi pour l'émancipation des femmes mariées. En 1937, ce texte soumis au vote est rejeté, car le parti de droite veut maintenir un des principes du Code Napoléon, à savoir l'interdiction du remariage suite à un divorce.

2 L'Action Féminine N°8, 15.05.1928:
- Monatszeitschrift für die Interessen der Frau
- Mensuel défendant les intérêts des femmes



Freibad in Dommeldingen Piscine en plein-air à Dommeldange 1940
© Photothèque Ville de Luxembourg
Fol Aichman

Die Frauenvereinigung „Le Foyer de la Femme“ wird gegründet. Genauso wie die „Action féminine“ kämpft sie gegen die stets anhaltende zivilrechtliche Diskriminierung von verheirateten Frauen.

„Entwürdigend für die Frau, dieser Zustand der Minderjährigkeit! [...] diese aus der Zeit des Autokraten Napoleon stammende Gesetzgebung und lässt die Frau in der untergeordneten Stellung rechtlicher Unmündigkeit. Wie ein Hohn klingt das Grundprinzip unserer Verfassung. Alle Luxemburger sind gleich vor dem Gesetz.“²

1939

Zweiter Weltkrieg
Seconde Guerre
Mondiale
1939—1945

Lors de la guerre, les femmes sont confrontées à des situations et défis qui ne correspondent pas au rôle traditionnel qui leur est souvent assigné. Au Luxembourg, les femmes se retrouvent à travailler en tant que contrôleur ferroviaire, alors que les hommes manquent pour exercer ce métier. Après la guerre, les femmes se verront toutefois à nouveau interdire l'exercice de cette profession.



Befreiung von Luxemburg-Stadt durch die Alliierten Libération de la ville de Luxembourg par les alliés 1944
© Photothèque Ville de Luxembourg

Der sozialistische Abgeordnete Jean-Pierre Mockel stellt einen Gesetzesantrag zur Emanzipation verheirateter Frauen. 1937 wird dieser in der Abstimmung verworfen, weil die Rechtspartei auf dem Prinzip des Code Napoléon beharrt, bei Scheidung eine Heirat mit dem neuen Partner zu verbieten.

Während der Kriegsjahre werden Frauen vor Herausforderungen gestellt, die mit ihrer traditionellen Rolle unvereinbar sind. In Luxemburg arbeiten aufgrund des Männermangels zum Beispiel manche Frauen als Schaffnerinnen, ein Beruf, der ihnen nach dem Krieg wieder für lange Jahre verboten wird.

1945

« Depuis 150 ans le Code Napoléon influence nos droits civils et maintient les femmes en position d'incapacité civile. Quelle insulte aux principes de notre Constitution qui dit 'tous les Luxembourgeois sont égaux devant la loi' »³

1965

Astrid Lulling accède par un jeu de chaise musicale, au mandat de député. Désormais, le Parlement a à nouveau une femme dans ses rangs.

1967

Madeleine Frieden-Kinnen devient secrétaire d'Etat à la famille, la jeunesse, la solidarité sociale et l'éducation au sein du gouvernement CSV-LSAP et est ainsi la première femme à faire partie du gouvernement. En 1969, elle accède au mandat de ministre.

1972—1974

RÉFORME DU DROIT MATRIMONIAL: Les lois sont enfin modifiées pour assurer l'égalité entre femmes et hommes marié(e)s. Indépendamment du sexe, il y a désormais les mêmes droits et devoirs lors du mariage et du divorce.

1981

La loi prévoit qu'il est interdit de refuser l'accès à une profession sur motif du genre.

1995

Création du ministère de la Promotion féminine. Aujourd'hui, il s'agit du ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

2006

Le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes est ancré dans la Constitution du pays.

2016

Un texte de loi instaure des quotas sur les listes électorales pour les élections législatives et européennes. Au niveau national, les listes des partis doivent présenter au moins 40 % de personnes du sexe sous-représenté.

2018

Un revers essuyé malgré les quotas: Lors des élections législatives du 14 octobre seules 12 femmes pour 60 sièges à pourvoir sont directement élues au Parlement. Suite à la formation du gouvernement, elles sont 15 à siéger à la Chambre des députés. Le Luxembourg figure ainsi à la 69e place au niveau mondial en matière d'égalité entre femmes et hommes pour le pouvoir législatif.

Gründung des Ministeriums für Frauenförderung. Heute heißt es Ministerium für Gleichstellung von Frauen und Männern.



© Photothèque Ville de Luxembourg
Théo Mey

Madeleine Frieden-Kinnen wird als Staatssekretärin für Familie, Jugend, Soziale Solidarität und Erziehung in die CSV-LSAP-Regierung aufgenommen und ist somit das erste weibliche Regierungsmitglied. 1969 wird sie Ministerin.



© Photothèque Ville de Luxembourg
Théo Mey

Mit der Nachrückerin Astrid Lulling zieht erstmals wieder eine Frau ins Parlament ein.

Per Gesetz ist es verboten, Männern und Frauen aufgrund ihres Geschlechts den Zugang zu bestimmten Berufen oder Posten zu verwehren.

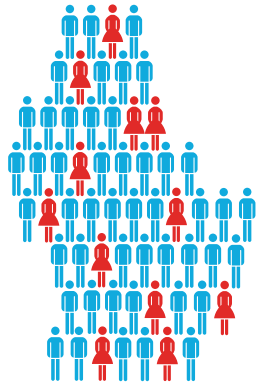


Das Prinzip der Gleichheit zwischen Frauen und Männern wird in der luxemburgischen Verfassung verankert.

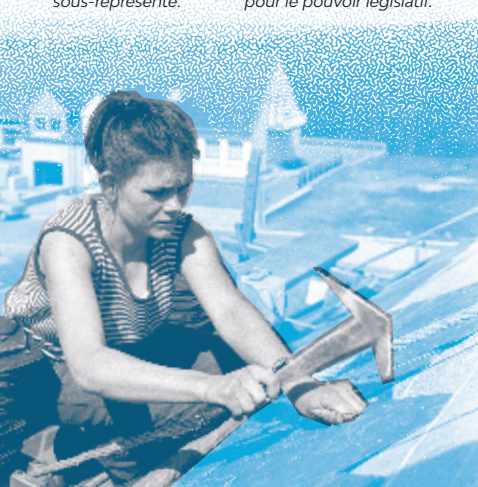
Die Quotenregelung für die Kammer- und Europawahlen wird eingeführt und soll dafür sorgen, dass mindestens 40 % KandidatInnen des unterrepräsentierten Geschlechts auf den Parteilisten zu finden sind.

Trotz Quotenregelung auf den Wahllisten fällt die Bilanz der Kammerwahlen ernüchternd aus:

Am 14. Oktober sind lediglich 12 der 60 direkt gewählten Abgeordneten Frauen. Nach der Regierungsbildung im Dezember liegt der Frauenanteil mit 15 weiblichen Abgeordneten in der „Chamber“ bei 25 %. Damit klassiert sich Luxemburg weltweit auf Platz 69 in Sachen parlamentarische Gleichstellung von Frauen und Männern.



Eine Ausnahme in ihrem Beruf: Dachdeckerin
Une exception dans son métier: Une couvreuse
1967
© Photothèque Ville de Luxembourg
Jochen Herling



MERCI

Diese Ausstellung beruht auf den Recherchen der Historikerin Renée Wagner und der Plattform fraendag.lu. Unser Dank gilt ebenfalls dem „CID Fraen an Gender“, dem „Musée national d'histoire et d'art“, der Abgeordneten-Kammer und der Stadt Luxemburg für ihre Unterstützung.

Cette exposition n'aurait pas pu être réalisée sans la collaboration de l'historienne Renée Wagner et les initiatrices du site fraendag.lu. Nous remercions aussi le CID Femmes et Genre, le Musée national d'histoire et d'art, la Chambre des Députés et la Ville de Luxembourg pour leur soutien.

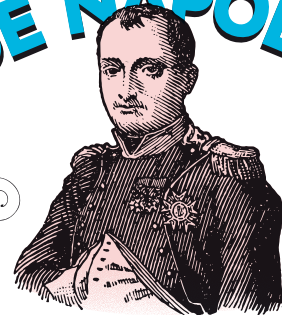


Boulevard Franklin Delano Roosevelt
1900



Rue du St. Esprit
1910
© Photothèque Ville de Luxembourg

DER * LE * CODE NAPOLEÓN



Napoléon 1^{er}.

In Luxemburg gilt seit dem frühen 19. Jahrhundert das durch Napoleon eingeführte Zivilgesetzbuch von 1804. Auch das Zusammenleben von Ehepaaren wird durch den Code Napoleon geregelt.

Ohne die Erlaubnis des Ehemannes haben verheiratete Frauen u.a. nicht das Recht, außer Haus zu arbeiten, ein Bankkonto zu eröffnen, einen Vertrag abzuschließen, ihre eigenen Güter zu verkaufen, sie zu verwalten oder welche zu kaufen.

Der Ehemann bestimmt den gemeinsamen Wohnsitz, den die Frau ohne richterliche Erlaubnis nicht verlassen darf.

Allein der Vater hat ein Bestimmungsrecht über die gemeinsamen Kinder.

Bei Ehebruch wird die Ehefrau mit Gefängnis bestraft, der Mann hingegen kommt mit einer Geldstrafe davon und wird auch nur dann bestraft, wenn die Geliebte in der ehelichen Wohnung „unterhält“.

Le Luxembourg se base dès le 19^e siècle sur le code civil de Napoléon, instauré en 1804. La vie conjugale est, elle-aussi, réglée par le Code Napoléon.

Sans la permission de son époux, une femme n'a pas le droit de travailler en dehors du foyer familial, d'ouvrir un compte, de signer un contrat, de vendre ses propres biens, de les gérer ou d'en acquérir d'autres.

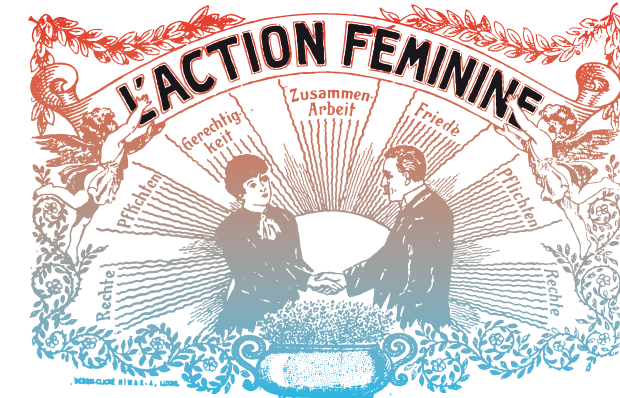
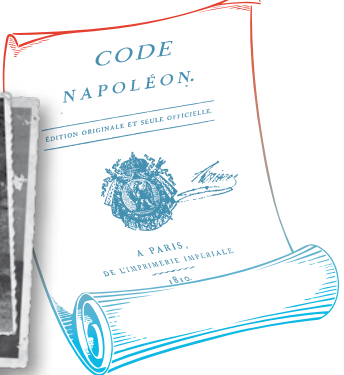
Le mari décide du foyer commun, et l'épouse n'a pas le droit de le quitter sans autorisation d'un juge.

Seul le mari bénéficie du droit de prendre de décisions concernant les enfants.

En cas d'adultère, l'épouse risque l'emprisonnement, le mari se voit en revanche infliger une amende et risque uniquement d'être sanctionné, s'il « entretient » sa maîtresse au sein du domicile familial.



Ehepaar in Luxemburg
Couple au Luxembourg
1915
© Photothèque Ville de Luxembourg



Monatsschrift für die Interessen der Frau

LUXEMBURGISCHE SUFFRAGETTEN ?

Bilder von Frauen, die in den Straßen protestieren und mit lauter Stimme, plakativen Schildern und militanten Aktionen ihrer Wut über ihren Ausschluss von politischen Rechten Luft machen, kennt man im frühen 20. Jahrhundert aus Städten wie London und New York. In Luxemburg läuft dieser Prozess vergleichsweise ruhig und von der Öffentlichkeit wenig beachtet ab. Dennoch gibt es auch hier Frauen, die sich aktiv für das Recht auf weibliche Wahlbeteiligung einsetzen und damit den Weg hin zu einer tatsächlichen Demokratie ebnen.

DES SUFFRAGETTES LUXEMBOURGEOISES ?

Ces images de femmes qui manifestent dans les rues, le verbe haut, brandissant leurs revendications et militantes chevronnées pour alerter sur le déficit démocratique concernant les femmes, sont celles qui nous viennent des villes telles que Londres et New York au début du 20^e siècle. Au Luxembourg, ce mouvement pour le droit de vote de femmes se déroule bien plus calmement et retient moins l'attention du grand public. Toutefois, certaines militantes se distinguent par leur ténacité et engagement, et ouvrent ainsi la voie à une véritable reconnaissance des droits des femmes.



Marguerite Mongenast-Servais
1882 1925

Parteisekretärin der sozialistischen Partei, wo sie sich zwischen 1917 und 1919 aktiv für die politischen Rechte der Frauen einsetzt.

Secrétaire du parti socialiste, elle s'engage activement entre 1917 et 1919 pour la reconnaissance des droits politiques des femmes.

Elle est une des forces motrices pour rassembler des signatures pour le droit de vote des femmes.

Sous couvert de pseudonymes, elle publie de nombreux articles de presse dans lesquels elle appelle à une égalité politique entre les femmes et les hommes.

Ihr Gedicht „De Wahlsproch“ von 1916 hält ihr Anliegen lyrisch fest: „De Wahlsproch ass: Egalité“, Fir d'Scho'la spe'der och fir d'Ste't. Mir hun ons Arbecht an ons Pflicht, Son duorfir och op d'Recht erpicht.“

Photo:
© Photothèque Ville de Luxembourg
Marcel Schroeder



Catherine Schleimer-Kill
1884 1973

Anfangs im katholischen Milieu unterwegs, kandidiert sie 1919 für die Rechtspartei bei den Landeswahlen, wird jedoch nicht gewählt.

Ihr frauenpolitisches Engagement führt dazu, dass sie die Partei verlässt und 1924 in Esch/Alzette die Frauenvereinigung „Action féminine“ gründet.

Diese stellt 1928 eine rein weibliche Liste für die Gemeindevahlen auf und Catherine Schleimer-Kill wird in den Escher Gemeinderat gewählt.

Unter ihrer Leitung wird die „Action féminine - Monatsschrift für die Interessen der Frau“ zwischen 1927 & 1940 herausgegeben. Sie informiert sowohl über frauenpolitische als auch über soziale & familienbezogene Themen.

Die Abkehr von der zivilrechtlichen Diskriminierung der Frau laut Code Napoléon ist eines ihrer wichtigsten Anliegen. Sie stirbt 1973 als dieser Prozess endlich in Gange ist.

Photo:
© GED Fraan an Gender collection privée



Marguerite Thomas-Clement
1886 1979

Erste Frau im luxemburgischen Parlament von 1919 bis 1931.

Setzt sich für Frauenthemen ein, z.B. bessere Hygiene in der hauptstädtischen Geburtsklinik, bessere Arbeits- und Lohnbedingungen für weibliche Angestellte, Schutz für Prostituierte.

Reicht 1920 einen Gesetzesvorschlag ein, der die zivile und wirtschaftliche Gleichstellung von Frauen und Männern fordert. Dieser verschwindet jedoch in den Schubladen der „Chamber“.

Wechselt 1931 vom sozialdemokratischen ins linksliberale Lager, wo sie aufgrund des Zersetzungsprozesses innerhalb dieser politischen Strömung nicht wiedergewählt wird.

Nach ihr bleibt das Parlament von 1931 bis 1965 rein männlich.

Photo:
© Luxemburger Illustrierte
1925, Nr. 13, Al. Anen, frs



Die Kirche vertritt zunächst die Meinung, Frauen solle kein politisches Recht gewährt werden.



Auch die katholisch-konservative Rechtspartei, die 1914 offiziell gegründet wird, verhält sich dem Frauenwahlrecht gegenüber lange Zeit ablehnend. Dies ändert sich maßgeblich mit der politischen Situation Luxemburgs gegen Ende des 1. Weltkrieges. Als Stimmen für die Abschaffung der Monarchie und zugunsten einer Republik Luxemburg laut werden, drängt auch die Rechtspartei darauf, das politische Mitspracherecht der Frauen in der Verfassung zu verankern.

Somit wird das Referendum vom 28. September 1919 für Frauen in Luxemburg zum ersten offiziellen Umengang: Sie entscheiden mit über die zukünftige Staatsform Luxemburgs. Das Ergebnis: 81,5% der Bevölkerung sprechen sich für ein Beibehalten der Monarchie aus. Es ist deutlich, dass die Rechtspartei aus politischem Kalkül heraus das Frauenwahlrecht vorangetrieben hat, denn von Frauen nahm man an, dass sie konservativ, also für die Monarchie, stimmen würden.

Das Luxemburger Wort schreibt am 31. Oktober 1919 hierzu: „Es ist überhaupt traurig genug, daß das schwache Geschlecht mußte einsteigen, um Thron und Unabhängigkeit zu retten.“

Die großherzogliche Familie während des Ersten Weltkriegs. Großherzogin Marie-Adélaïde im Mittel, der Großherzogin Marie-Anne, und ihrer Schwestern, den Prinzessinnen Hilda, Charlotte, Sophie, Antonia und Elisabeth.
La famille grand-ducale durant la Première Guerre mondiale. La Grande-Duchesse Marie-Adélaïde au milieu, entourée de sa mère, la Grande-Duchesse Marie-Anne, et de ses sœurs, les princesses Hilda, Charlotte, Sophie, Antonia et Elisabeth.
—Collection MNHA—



Bauern bei der Ernte, um 1911
© Photothèque de la Ville de Luxembourg
Collection Mme Robert Matagne



Fleischmangel während des Krieges: Frauen warten vor einer Metzgerei. La viande manque pendant la guerre: des femmes attendent leur tour devant une boucherie.
1916
© Photothèque Ville de Luxembourg
Theo Wiroi



Pulvermühle 1914
© Photothèque Ville de Luxembourg



Wahlurne, 1930er Jahre. Une électroale, années 1930
© Lëtzebuerger City Museum
photo Christof Weber



Volksreferendum Referendum populaire
© ANELux, AE-00299, 28.09.1919



LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes